

FICHE NORMALISEE DE CONTRIBUTION/REFLEXION AU SRDEII

A retourner à l'adresse suivante : srdeii@regionpaca.fr

Intitulé de l'atelier auquel se rapporte la contribution : AGRICULTURE

Objet de la contribution : FONCIER

Dispositifs d'appui à la mobilisation et à l'acquisition de foncier agricole pour des projets d'installation.

Etat des lieux/Enjeux :

A l'inverse de la tendance nationale qui démontre un ralentissement de l'artificialisation des terres agricoles depuis 2010, la diminution des surfaces agricoles se poursuit à un rythme élevé dans 5 des 6 départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. De par sa rareté, le foncier agricole fait l'objet de toutes les spéculations, rétentions foncières et conflits d'usage qui constituent un frein majeur aux installations agricoles et au renouvellement des générations en agriculture.

Le marché foncier agricole est un marché dominé : sans protection spécifique, l'espace agricole est voué à disparaître. Le Conseil régional doit promouvoir une politique résolument volontariste visant à maîtriser les coûts, contrôler l'usage du sol, lutter contre l'artificialisation des terres, mobiliser le foncier et en faciliter l'acquisition ou la mise à disposition pour l'agriculture.

En complément du dispositif FEADER, la Région doit reconduire les mesures mises en œuvre depuis 2011 pour la mobilisation du foncier agricole.

Objectif global (*justificatif de l'intérêt de l'action ainsi que sa dimension régionale*) :

Améliorer la mobilisation du foncier agricole pour l'installation.

Objectifs spécifiques : (un ou deux objectifs concourant à l'atteinte de l'objectif global)

- Lutter contre la spéculation sur les terres agricoles
- Mobiliser du foncier pour installer des agriculteurs
- Faciliter l'acquisition de foncier par les agriculteurs

Types d'intervention:

- Soutien à la préemption avec révision de prix prévoyant une prise en charge du risque par le Conseil régional, dans le cas où le Tribunal fixait un prix plus élevé que le prix révisé à la baisse par la SAFER.
- Soutien financier à la constitution de réserves foncières par la SAFER lui permettant de stocker des biens pour le mettre à disposition quand le projet agricole est prêt.
- Aide aux collectivités pour l'acquisition ou la réhabilitation de foncier pour installer des agriculteurs, avec prise en charge à hauteur de 40% du montant de l'opération, dans la limite de 150 000€ - ou 200 000€ pour les installations en agriculture biologique.
- Aide aux collectivités pour la mise en place de location-vente de foncier en direction de porteurs de projet agricoles. Prise en charge des intérêts de l'emprunt par le Conseil régional permettant à la collectivité de revendre progressivement le foncier sans surcoût.

<p>Résultats attendus :</p> <p>La SAFER est soutenue dans sa mission au service de l'installation agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle peut, sans risque financier, réviser le prix du foncier agricole pour freiner la spéculation ; - elle peut stocker des terres en l'attente de projets d'installation plutôt que de les rétrocéder pour des agrandissements. <p>Les communes sont en capacité de mobiliser davantage de foncier pour y installer des agriculteurs, sous forme de location ou location-vente.</p>
<p>Eléments de calendrier :</p> <p>Dispositif opérationnel au 1er janvier 2017.</p>
<p>Hypothèses critiques (tout facteur exogène pouvant gêner voire compromettre le projet)</p>
<p>Principaux partenaires :</p> <p>SAFER, collectivités, banques.</p>
<p>Indicateurs de suivi/évaluation proposés</p> <ul style="list-style-type: none"> – Nombre de préemptions avec révision de prix, donnant lieu à des rétrocessions. – Volume de foncier agricole stocké par la SAFER – Nombre d'installations par des collectivités – Part du foncier agricole mobilisé par les collectivités.
<p>Observations :</p>
<p>Annexes éventuelles : Joindre tout document utile/complémentaire</p>